



3 Courrier

DOSSIER

4 Un débat au sein du chantier Math de l'ICEM

dossier coordonné par
J. Martin, P. Pierron et M. Thorel

13 International L'école en Géorgie par D. Kvinikadze

DOCUMENTS DE CLASSES

14 Un quotidien en cycle II : une journée de travail par X. Gaillon

I à VIII Encart central

16 Pratiques de classe : Notre marché des connaissances par C. Chabrun et S. Clerc

19 Recherches-Ouverture : Cet irremplaçable Invariant n° 7 par M. Monot

22 Brèves de classes

24 Champ social : Pour une école démocratique Manifeste de l'APED

25 Nouveautés PEMF

26 Actualité Éducation

Éditorial

Soutien aux enseignants en lutte

Convaincus que les conditions de vie et de travail influencent de façon décisive la formation des nouvelles générations, l'ICEM lutte depuis toujours pour que l'enseignement laïc puisse remplir sa fonction d'éducation.

C'est ainsi que, dès 1954, Freinet lançait l'objectif de « 25 élèves par classe ! ». Il faisait même de ce mot d'ordre le thème principal du congrès d'Aix-en-Provence de mai 1955.

Plus tard, le texte *Perspectives de l'éducation populaire*, publié en 1978, précisait nos revendications en matière d'effectifs : « Nous remettons en cause la notion d'un adulte par classe ayant un certain nombre d'élèves.

Nous demandons aussi que soit reconnu le pouvoir responsabilisant des enfants.

A l'école élémentaire, nous souhaitons des unités correspondant à un effectif de cent élèves au maximum pour six postes au minimum ; à l'école maternelle, des unités correspondant à un effectif de cinquante élèves maximum et trois postes au minimum. Sur les gros établissements primaires et secondaires, dans un premier temps, nous demandons la construction d'unités autonomes d'une centaine d'élèves sous la responsabilité d'une équipe. »

C'est au quotidien, de façon directe ou indirecte, que les enseignants, les parents et les enfants subissent l'influence du libéralisme, dans la société comme dans l'école.

Engagé dans la défense du service public, l'ICEM dénonce vigoureusement les mauvais coups qui sont portés à l'Éducation nationale et toutes les tentatives pour la faire éclater.

Il dénonce le désengagement de l'État qui ne peut qu'aggraver l'échec scolaire et ainsi accentuer la sélection sociale.

A l'heure où les mesures de carte scolaire montrent ce que veut dire le gel de l'emploi public, l'ICEM-pédagogie Freinet tient à affirmer sa solidarité avec les enseignants en lutte et avec les parents d'élèves fortement engagés dans l'action pour l'obtention de moyens dignes pour l'école publique.

Attachés à la promotion d'une véritable école populaire, nous savons qu'une amélioration significative des conditions de travail et d'encadrement est un élément fondamental pour qui veut transformer ses pratiques pédagogiques.

Bien sûr, les moyens matériels ne sont pas tout et ne suffiront pas à régler les problèmes de l'école. On ne peut toutefois pas faire indéfiniment appel à la bonne volonté des collègues sans leur donner les moyens d'exercer leur métier dans des conditions décentes.

C'est là une condition nécessaire pour permettre à chaque enseignant d'engager l'indispensable transformation de l'école.

l'ICEM-pédagogie Freinet, pour sa part, est prêt à y contribuer.

Il appelle tous ceux qui sont attachés à construire une société plus juste et plus humaine d'où seraient proscrits la guerre, le racisme et toutes les formes de discrimination et d'exploitation, à mettre en commun leurs réflexions, leurs actions et leurs luttes, pour construire une école populaire qui assure la réussite et l'épanouissement de tous.

Le Comité directeur de l'ICEM-pédagogie Freinet